



RELATIONS ISRAËL-AFRIQUE

Que retenir de la décennie Netanyahu ?

Benjamin AUGÉ

Novembre 2020

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-0250-2

© Tous droits réservés, Ifri, 2020

Couverture : Rencontre du président du Rwanda, Paul Kagame, et du Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, le 10 juillet 2017 à Jérusalem. © Paul Kagame/Flickr

Comment citer cette publication :

Benjamin Augé, « Relations Israël-Afrique. Que retenir de la décennie Netanyahou ? », *Études de l’Ifri*, Ifri, novembre 2020.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Benjamin Augé est chercheur associé à l'Ifri depuis juin 2010. Docteur en géographie de l'Institut français de géopolitique (Université Paris 8), il est par ailleurs le rédacteur en chef de la lettre d'informations *Africa Energy Intelligence* (groupe Indigo Publications). Il a enseigné la géopolitique du pétrole et du gaz en Afrique à l'Université de Nouakchott en Mauritanie et à l'Instituto Nacional de Relacoes Internacionais (ISRI) au Mozambique. Il est également intervenant à l'Académie diplomatique des Pays-Bas (Clingendael).

Ses recherches se focalisent sur la gouvernance des secteurs pétrolier et gazier dans les pays africains. Il s'intéresse notamment aux conflits entre les différents acteurs (locaux, nationaux, internationaux) pour le contrôle des zones pétrolières ainsi qu'aux litiges frontaliers liés aux gisements pétroliers et gaziers. Benjamin Augé travaille également sur les relations entre le continent africain et certaines puissances extérieures (Qatar, Arabie Saoudite, Turquie, Cuba et Israël).

Résumé

Au pouvoir depuis onze ans, le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou a eu tout le loisir de mettre en place sa diplomatie à destination du continent africain. S'il est incontestable que le dirigeant israélien a obtenu d'importants succès au regard de la reconnaissance de la quasi-totalité des pays africains vis-à-vis de son pays, il n'est pourtant pas encore parvenu à donner du contenu à la relation avec ce continent. Benyamin Netanyahou n'a pas souhaité donner les moyens financiers à son appareil diplomatique pour peser davantage en Afrique ne permettant pas à ses gains politiques, bien réels, à se muer en influence continentale. Si certains hommes d'affaires israéliens sont devenus très influents dans les domaines liés à la sécurité et aux minerais en Afrique centrale, la plupart des entreprises israéliennes ont encore du mal à trouver leur place en Afrique.

Abstract

Since he came to power eleven years ago, Israel's Prime Minister Benyamin Netanyahu has taken the opportunity to develop his diplomatic relationships with the African continent. Although the Israeli leader has undoubtedly achieved some milestones regarding the recognition of his country by almost all African States, he has not yet succeeded to fill these relationships with tangible content. Benyamin Netanyahu has chosen not to provide his diplomatic corps with sufficient financial resources to further strengthen its involvement in Africa and has thereby failed to deploy his political gains by enhancing his influence on the continent. Even though some businessmen have become influential stakeholders in the security and mineral sectors in Central Africa, most Israeli companies are still having a hard time finding their place in Africa.

Sommaire

INTRODUCTION	9
LES ACTEURS DE LA POLITIQUE AFRICAINE D'ISRAËL	13
Le cabinet du Premier ministre omnipotent.....	13
Un ministère des Affaires étrangères très affaibli	14
Le Mashav, une agence de coopération sous-financée	17
Des institutions étatiques bien peu armées pour aider les firmes israéliennes en Afrique	18
LES GAINS POLITIQUES ET LES ÉCHECS DE NETANYAHOU	21
Les réussites	21
Les échecs de Netanyahu	24
LES PRINCIPAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES ET LES HOMMES D'AFFAIRES QUI LES FONT VIVRE	29
Sécurité/défense : les secteurs d'excellence appréciés des palais présidentiels africains	29
Secteur minier : les liens historiques avec des hommes d'affaires israéliens de premier plan	31
Les autres secteurs économiques significatifs.....	33
Conclusion.....	35

Introduction

Après avoir rompu leurs relations avec Israël à l'issue de la guerre du Yom Kippour en 1973¹, la plupart des États africains – en dehors du Malawi, de l'Afrique du Sud (hormis entre 1975 et 1979), du Swaziland et du Lesotho – ont finalement renoué avec l'État hébreu durant les années 1980 et 1990² et plus récemment pour certains autres. La reprise de liens diplomatiques s'est ainsi faite progressivement, à mesure que des efforts de paix étaient entrepris au sujet de la Palestine. Les accords d'Oslo en 1993 ont ainsi été un formidable accélérateur du renouvellement des relations avec certains pays africains. Cependant la deuxième intifada (2000-2005), marquant une nouvelle révolte des Palestiniens, a de nouveau affaibli ces liens : certains bureaux de représentation ouverts dans les années 1990 au Maroc et en Tunisie par exemple ont fermé dès 2000, et l'Algérie comme la Libye n'ont toujours pas reconnu l'existence de l'État hébreu.

Israël jouit désormais de relations diplomatiques avec plus de quarante États africains subsahariens mais ne possède que douze ambassades sur l'ensemble du continent, dont celle du Caire. Les dernières à être installées ont été celles de Kigali au Rwanda en 2019³ et d'Accra au Ghana en 2011. Cependant, l'ouverture de l'ambassade au Rwanda a été conditionnée par la fermeture d'une autre, en Amérique latine, obligation imposée par le ministère des Finances cherchant à tout prix à ne pas dépenser davantage pour les ambassades à l'étranger. Quant aux consuls honoraires en Afrique, Israël ne peut compter officiellement que sur moins de dix représentants en République démocratique du Congo (RDC), au Bénin, au Botswana, au Cap-Vert, en Gambie, à Madagascar, à Maurice et au Mozambique. Treize pays

1. Cette décision a été prise sous la pression de l'Organisation de l'Union africaine (OUA), elle-même largement influencée par les pays producteurs de pétrole du golfe Persique et de la Ligue arabe. Avant cela, la Guinée de Ahmed Sekou Touré, très proche de l'Égypte, avait décidé de rompre dès 1967 suite à la guerre des Six Jours. Voir à ce sujet A. Bouba Nouhou, « Lente progression d'Israël en Afrique », *Le Monde diplomatique*, décembre 2017. Le Congo, le Tchad, le Niger, le Mali et le Burundi cessent également leurs relations avec Tel Aviv entre 1972 et 1973, soit avant la guerre du Yom Kippour.

2. Durant les années pendant lesquelles les relations diplomatiques étaient rompues, les services de renseignement extérieurs israéliens (le Mossad) ont tout de même maintenu des échanges soutenus avec nombre d'États, conservant ainsi un lien entre leur pays et l'Afrique, qui officiellement condamnait la politique d'Israël envers les Palestiniens.

3. Israël maintenait une trentaine d'ambassades en Afrique avant la guerre du Yom Kippour. En tant que ministre des Affaires étrangères (1956-1966) puis Premier ministre d'Israël (1969-1974), Golda Meir a largement accompagné la coopération avec l'Afrique *via* l'organisme de coopération, le Mashav. Golda Meir a effectué plusieurs voyages, notamment au Liberia en 1958 ainsi qu'en Gold Coast devenu le Ghana à son indépendance. Elle a fait condamner aux Nations unies le régime sud-africain d'apartheid en 1962 alors que la relation avec Pretoria fut par la suite l'un des piliers de la politique étrangère d'Israël.

africains ont également établi de nouvelles ambassades à Tel Aviv⁴ ainsi que quinze consuls honoraires. Seuls le Niger, le Mali⁵, Djibouti, la Somalie et les Comores n'ont à ce jour pas la moindre relation diplomatique avec Israël – la Mauritanie⁶ a eu une ambassade à Tel Aviv à partir de 1999 avant de la fermer en 2009 et de rompre tout contact officiel. Le 23 octobre 2020, c'est au tour du Soudan de reconnaître Israël, sous la pression du président américain Donald Trump. D'autres pays arabes et africains pourraient suivre ce chemin après la décision de Bahreïn et des Émirats arabes unis de normaliser également les relations avec Jérusalem en 2020. Certains États africains utilisent leur représentation au Caire (Burundi, Burkina Faso) ou à Paris (Guinée Conakry) pour gérer leur relation avec Israël. Dans certains cas, ils maintiennent seulement un chargé d'affaires sur place depuis la reprise de liens (cas des deux Congo) ou établissent des contacts sans représentants désignés (Madagascar).

L'un des premiers pays à avoir rétabli ses relations avec Israël à la suite des ruptures de la guerre du Yom Kippour est le Cameroun en 1986, juste devancé par le Zaïre de Mobutu Sese Seko en 1982 et par le Liberia de Samuel Doe en 1983. L'État camerounais refuse encore de reconnaître l'existence d'un État palestinien. Son président, Paul Biya, confie sa sécurité à des anciens éléments de l'armée israélienne, et l'unité d'élite du pays (le Bataillon d'intervention rapide – BIR) est toujours dirigée par un ancien militaire israélien. La Côte d'Ivoire, pays dont le président Félix Houphouët-Boigny était très proche d'Israël, a également repris les relations, en 1986, tout comme le Togo de Gnassingbé Eyadéma. À l'instar du Kenya de Daniel Arap Moi, du Ghana de la période militaire d'Ignatius Kutu Acheampong ou Jerry Rawlings, ou encore du Zaïre de Mobutu Sese Seko, les relations de ces pays avec Israël n'ont d'ailleurs jamais totalement cessé : des bureaux de défense d'intérêts israéliens étaient dès le début des années 1980 abrités par

4. Angola, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée équatoriale, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Nigeria, Rwanda, Afrique du Sud, Soudan du Sud, Tanzanie et Zambie. La dernière en date est celle de Guinée équatoriale ouverte en 2019 ; son ambassadeur, Luciano Ncogo Ndong, est un ex-cadre du ministère du pétrole. La Tanzanie a, elle, une représentation dirigée depuis 2017 par Job Daudi Masima, ex-secrétaire général du ministère de la défense. La Zambie a pour sa part ouvert son ambassade en 2015.

5. Le désormais ancien président malien écarté par un coup d'État en août 2020, Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), a rencontré Benjamin Netanyahu lors d'un sommet de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à Monrovia en 2017. Les deux dirigeants ont alors promis de travailler à une reprise des relations, interrompues depuis 1973. L'organisation d'une visite de IBK en Israël a été à l'agenda au premier semestre 2019, mais elle n'a finalement pas eu lieu.

6. Pendant son mandat (1984-2005), le président mauritanien Maaouiya Ould Sid'Ahmed Taya a souhaité nouer des relations avec Israël, principalement pour se rapprocher des États-Unis, alors même que cette décision était immensément impopulaire parmi les citoyens de son pays. Finalement, à l'arrivée au pouvoir de Mohamed Ould Abdel Aziz en 2005, ce dernier a fermé l'ambassade et coupé les relations avec Israël, parfaitement conscient que ce choix serait largement soutenu par la population. Lors d'un entretien en février 2020, le prince héritier saoudien Mohammed Ben Salman a demandé au nouveau président mauritanien – élu en 2019 –, Mohamed Ould Ghazouani, d'envisager de reprendre les relations avec Israël. Voir « Comment "MBS" a tenté de rapprocher Ghazouani d'Israël », *Africa Intelligence*, 13 mai 2020.

des ambassades de Belgique ou encore de Suisse avant que les relations soient officiellement rétablies avec l'État hébreu⁷.

Le gouvernement d'Israël envisage aujourd'hui le continent soit comme une zone d'influence ancienne (Éthiopie, Érythrée, Cameroun, Ghana, Côte d'Ivoire, Ouganda, et depuis deux décennies, Rwanda) qui doit être densifiée, soit comme un nouvel espace d'influence à investir (Sahel, Afrique centrale...). Cette relation passe par différents canaux traditionnels, dont certains ont été très affaiblis par Benyamin Netanyahu, Premier ministre d'Israël entre 1996 et 1999, et depuis 2009. C'est particulièrement le cas du ministère des Affaires étrangères et de son pendant chargé de la coopération, le Mashav. Cependant, les secteurs de la sécurité et du renseignement (Mossad), pilotés par le bureau du Premier ministre, sont des vecteurs forts de la politique israélienne à l'extérieur, d'où la prééminence de Benyamin Netanyahu sur les affaires étrangères en général, et sur l'Afrique en particulier.

L'objectif de cette note est d'expliquer comment a évolué concrètement la relation, sur les plans politique, économique et sécuritaire, entre l'Afrique et l'État hébreu durant la décennie 2009-2020. Il s'agira ici d'aller au-delà du simple récit de l'histoire de ces liens. Depuis 2009, le Premier ministre, Benyamin Netanyahu – toujours au pouvoir à l'écriture de ces lignes après un accord de coalition avec son opposant Benny Gantz –, a ainsi fréquemment parlé du retour de son pays sur la scène africaine⁸ sans forcément donner les moyens financiers à son administration pour y parvenir.

Nous expliquerons d'abord quels sont les différents lieux de pouvoir étatiques qui portent la politique africaine d'Israël en soulignant les forces et faiblesses de ces différents acteurs. Nous décrirons ensuite quels ont été les jalons importants posés sur le continent par l'administration Netanyahu ainsi que les échecs de cette politique. Enfin, nous terminerons cette analyse en s'intéressant aux secteurs économiques qui profitent de cette relation plus dense entre Israël et l'Afrique ainsi qu'aux acteurs économiques qui la font vivre. Précisons qu'il ne sera pas question dans cette étude de la question des Falasha venus d'Éthiopie, qui constituent la communauté africaine la plus large d'Israël, leur installation y étant bien antérieure à notre bornage temporel.

7. Discussion avec un diplomate israélien ayant été à la tête d'un bureau de défense d'intérêts de son pays en Afrique, mars 2020.

8. Le slogan lancé notamment en février 2016 lors de la venue du président kenyan Uhuru Kenyatta « Israel Is Coming Back to Africa, and Africa Is Returning to Israel » est répété à l'envi par le Premier ministre Benyamin Netanyahu.

Les acteurs de la politique africaine d'Israël

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a graduellement accentué, depuis 2009, la concentration des pouvoirs au sein de son cabinet en veillant à affaiblir particulièrement les ministères traditionnellement en charge des relations avec l'extérieur. L'Afrique n'a pas dérogé à ce mode de fonctionnement.

Le cabinet du Premier ministre omnipotent

La politique extérieure israélienne, comparée à celle d'autres pays développés et membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dont Israël fait partie depuis 2010, se caractérise par la primauté du couple sécuritaire/renseignement sur la diplomatie plus traditionnelle menée par le ministère des Affaires étrangères et son réseau à l'étranger. Ce biais s'est encore accentué depuis le début du deuxième mandat de Benjamin Netanyahu. De par son caractère et sa carrière passée de diplomate – ex-représentant à l'Organisation des Nations unies (ONU) à New York après avoir été le collaborateur de l'ambassadeur à Washington –, celui-ci a su nouer des relations personnelles avec un grand nombre de chefs d'État de différents continents, dont l'Afrique. Il est d'ailleurs parfois admiré par les diplomates israéliens pour sa facilité à échanger avec, et convaincre, les dirigeants internationaux. À ce titre, le Premier ministre privilégie les contacts directs, sans forcément en référer aux administrations concernées, s'appuyant ainsi davantage sur les membres de son cabinet.

La plupart des diplomates interrogés par l'auteur de ces lignes soulignent le rôle prééminent du National Security Council (NSC), créé par Benjamin Netanyahu en 1999 lors de son premier mandat et rattaché à la primature, sur tous les sujets sécuritaires mais aussi de politique internationale. Après le passage de Yossi Cohen, actuel directeur de l'agence de renseignement extérieure israélienne, le Mossad, au NSC de 2013 à 2016, cet organe est dirigé depuis 2017 par Meir Ben-Shabbat. Ce dernier est un ancien cadre du service de renseignement intérieur, le Shin Bet. Le NSC est composé de trois branches : politique sécuritaire, affaires étrangères et

contre-terrorisme. Reuven Ezer, l'actuel responsable de la partie affaires étrangères du NSC, coordonne ainsi tout ce qui concerne le domaine sécuritaire à l'étranger. Quelques fonctionnaires du cabinet du Premier ministre sont également en charge des relations avec l'Afrique – sous l'autorité du NSC –, cependant beaucoup d'entre eux s'occupent aussi du Moyen-Orient et ne peuvent donc consacrer tout leur temps au traitement des sujets africains. Le bureau du Premier ministre travaille notamment sur la préparation des visites de ministres ou de présidents du continent en Israël ou encore des déplacements de Benyamin Netanyahou en Afrique. Ainsi, il n'existe pas de service ou cellule exclusivement réservé aux relations avec les États africains au sein du cabinet.

De plus, Benyamin Netanyahou a périodiquement cherché à ce que son cabinet capte les prérogatives du ministère des Affaires étrangères (voir *infra*). C'est le cas en 2016 lorsqu'il nomme un vice-ministre en charge de la diplomatie publique, rattaché à la primature en la personne de l'ancien ambassadeur à Washington, Michael Oren. Cette annonce a été très mal vécue par l'administration des affaires étrangères qui s'est sentie à nouveau dépossédée de certaines de ses prérogatives.

Le service de renseignement extérieur, le Mossad, est également directement rattaché au cabinet du Premier ministre. Son rôle en Afrique est primordial aussi bien pour l'aide aux hommes d'affaires israéliens implantés sur le continent – en échange d'informations – que pour la sécurité de dirigeants africains – écoute, formation, mise à disposition d'agents (voir *infra* la partie « sécurité/défense ») – ou l'assistance aux services de sécurité africains en vue de nouer des coopérations. Le Mossad est souvent consulté lors des visites d'hommes politiques en Afrique. Il permet également de faire le lien entre les anciens agents reconvertis dans le privé et l'État israélien, ce qui facilite grandement le transfert d'informations.

Un ministère des Affaires étrangères très affaibli

Le ministère des Affaires étrangères a été d'autant plus sous la coupe du bureau du Premier ministre que ce dernier a cumulé les fonctions pendant plusieurs années. Depuis 2009, Benyamin Netanyahou a été titulaire pendant six ans du poste de ministre des Affaires étrangères et a donc pu conduire la politique extérieure qu'il souhaitait. Il a aussi été pendant trois ans chargé du ministère des Finances, et durant un an de la Défense. En outre, un profond malentendu s'est installé entre Benyamin Netanyahou et l'administration des affaires étrangères depuis 2009. Le Premier ministre considère en effet que ce ministère est en partie composé de fonctionnaires

classés plutôt à gauche et qui lui sont ainsi fondamentalement hostiles, le Likoud dont il est le président étant à la droite de l'échiquier politique.

L'impuissance de plus en plus criante du ministère des Affaires étrangères est bien décrite dans un article paru fin 2019 dans le magazine *Foreign Policy*⁹. Le budget de cette administration, soit 367 millions de dollars – passant ainsi de 0,6 à 0,4 % du budget de l'État entre 2009 et 2019¹⁰ –, est devenu famélique au regard de ses missions, et a conduit à plusieurs grèves de la part de ses agents, soutenus publiquement par plusieurs ambassadeurs¹¹. Afin d'éviter la création de nouvelles missions dans les capitales, plusieurs titulaires en poste restent stationnés à Jérusalem. C'est le cas par exemple pour le Soudan du Sud ou encore les États de la région d'Afrique australe (Botswana, Zimbabwe, Zambie, Namibie) pour lesquels aucun représentant n'est en permanence sur le continent. De plus, les deux ambassadeurs en question voyagent peu, notamment par manque de moyens¹², dans les zones dont ils ont la charge. Beaucoup d'activités autrefois dévolues aux Affaires étrangères sont par ailleurs récupérées par d'autres ministères comme celui en charge de la diaspora, ou celui de la diplomatie publique qui gère notamment la lutte contre le mouvement Boycott, Divestment and Sanctions (BDS) avec un budget de 33 millions de dollars¹³. Ce transfert est vécu par les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères comme un affaiblissement de leur administration.

Deux bureaux sont en charge de la gestion des affaires africaines au ministère des Affaires étrangères : « Afrique 1 » (Afrique du Nord, Côte d'Ivoire, Cameroun, Éthiopie, Kenya, Érythrée, Nigeria, RDC, Congo-Brazzaville et Tanzanie) et « Afrique 2 » (Afrique du Sud, Eswatini, Namibie, Botswana, Angola, Zambie, Malawi, Mozambique, Maurice et Madagascar). Le nombre de fonctionnaires en charge des relations avec les différents pays du continent au sein du ministère est de l'ordre de huit à dix personnes. Ajoutons à ce chiffre les douze ambassadeurs, dont celui en Égypte, et soustrayons-lui le titulaire du poste pour l'Érythrée, l'administration ne parvenant pas depuis deux ans à trouver de candidat pour rejoindre Asmara. En définitive, seule une vingtaine de diplomates – au maximum trente –

9. S. Sokol, « Benjamin Netanyahu Is Bleeding Israel's Foreign Ministry to Death », *Foreign Policy*, 15 décembre 2019.

10. Entretien avec un ambassadeur israélien, mars 2020.

11. Le manque de considération des ambassadeurs et du métier de diplomates par le Premier ministre ne se voit pas qu'en Afrique. Depuis la fin 2019, il n'y a pas d'ambassadeur en France, ni en Russie, ni au Canada, mais uniquement des chargés d'affaires. Certains soulignent que la période électorale sans fin depuis un an en est la raison principale, mais cela ne saurait totalement expliquer cette situation.

12. Entretien avec un ambassadeur israélien, mars 2020.

13. « Is Netanyahu Out to Destroy Israel's Foreign Ministry? », *The Jerusalem Post*, 16 septembre 2016.

travaillent à plein temps sur le dossier africain ; ce qui démontre un intérêt et des moyens, somme toute, assez limités.

Benyamin Netanyahu s'est déplacé plusieurs fois en Afrique en tant que Premier ministre, notamment lors des sommets régionaux, comme celui de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en juin 2017, ou lors de visites bilatérales comme en 2016 au Rwanda, en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda¹⁴. Il a assisté à l'inauguration du président kenyan Uhuru Kenyatta en 2017 et s'est de nouveau rendu en Ouganda en février 2020 pour rencontrer le président Yoweri Museveni ainsi que d'autres dirigeants d'Afrique de l'Est. Son ex-ministre des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman (2009-2012), a quant à lui effectué deux tournées : l'une en septembre 2009 (Éthiopie, Kenya, Ouganda, Nigeria et Ghana), qui était la première visite depuis vingt ans d'un chef de la diplomatie israélienne sur le continent, l'autre en 2014 (Rwanda, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya et Éthiopie). Lors de ces deux tournées, Avigdor Lieberman a davantage mis l'accent sur les questions politiques, en soulignant notamment la nécessaire condamnation du programme nucléaire iranien¹⁵. Ainsi, la majorité des visites d'officiels israéliens se concentrent sur des pays anglophones, en dehors de la Côte d'Ivoire. De février 2019 à mai 2020, un nouveau ministre des Affaires étrangères a « succédé » à Benyamin Netanyahu : Israël Katz, un fidèle du Premier ministre et tenant d'une ligne dure au sein du Likoud – dès l'arrivée de ce dernier aux affaires en 2009, il avait été nommé ministre des Transports. Israël Katz n'a pas d'expérience en politique extérieure en dehors du fait d'avoir été l'un des membres du comité sur les affaires étrangères de la Knesset dont il est député depuis 1998. Il n'a fait aucune tournée en Afrique, ni discuté spécifiquement du continent lors d'interviews. Le 17 mai 2020, c'est l'ancien chef d'état-major (2007-2011), Gabi Ashkenazi, qui a pris la tête du ministère des Affaires étrangères. Il est encore trop tôt pour émettre un quelconque jugement sur sa politique africaine mais il est assez peu probable que le cabinet du Premier ministre se dessaisisse des dossiers africains les plus sensibles, tellement l'habitude de les gérer en direct est ancrée dans les pratiques. Peut-être que la nouvelle coalition au pouvoir à Jérusalem fera tout de même évoluer le processus de gouvernance à la marge.

14. Sur le traitement des migrants illégaux en Israël et leur retour en Ouganda, voir S. Brabant, « Que faire des migrants africains ? L'étrange solution israélienne », *Afrique décryptages*, Ifri, 11 février 2015.

15. « Lieberman to Make First Trip to Africa by Israel FM in 20 Years », *Haaretz*, 1^{er} septembre 2009.

Le Mashav, une agence de coopération sous-financée

L'agence de coopération du ministère des Affaires étrangères, le Mashav, fondée dans les années 1950 par l'ancienne chef de la diplomatie et Première ministre Golda Meir, traverse depuis plusieurs décennies une passe difficile. Alors que les aides à la coopération atteignaient 0,2 % du produit intérieur brut (PIB) israélien dans les années 1970, elles s'élèvent aujourd'hui plutôt autour de 0,1 %¹⁶ – soit 319 millions de dollars. Rappelons que l'objectif des pays de l'OCDE en matière d'aide au développement est d'atteindre 0,7 % du PIB¹⁷. Si seuls le Luxembourg, la Norvège, le Danemark, la Grande-Bretagne et la Suède y parviennent, Israël se situe – en pourcentage – au niveau de la Pologne et de la République tchèque¹⁸. Quant au budget du Mashav, il ne serait que de quelques millions de dollars, dont un tiers financerait les salaires. Dirigé par l'ancien ambassadeur au Kenya, Gil Haskel, l'agence de coopération est notamment active dans les programmes liés à l'agriculture pour laquelle Israël jouit d'une réelle avance technologique, en particulier dans les pays en situation de stress hydrique. Alors que ces coopérants étaient encore des milliers dans les années 1960 – 2 500 au total ont été postés sur le continent – et que près de 9 000 Africains ont été formés en Israël¹⁹, la grande rupture suite à la guerre du Yom Kippour en 1973 a cassé cette dynamique. Le Mashav privilégie désormais des formations ponctuelles sur place, voire le plus souvent en Israël. Il est ainsi davantage devenu un organisme d'apprentissage et de transmission des pratiques qu'un bailleur de projet.

En juillet 2018, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a créé un comité interministériel pour réfléchir au futur de la coopération israélienne. Ce groupe a rendu son rapport en 2019, mais les élections législatives – trois scrutins ont été organisés successivement entre 2019 et 2020 – ont retardé le processus et le projet a été reporté. Si les conclusions du comité n'ont pas fait l'objet d'une communication publique, les discussions avec certains des membres consultés permettent de dessiner quelques grandes orientations du rapport. Ainsi, l'une des pistes proposées serait la création d'un outil de financement avec la possibilité de mobiliser des prêts pour des sociétés israéliennes, de soutenir les efforts de coopération – sur le modèle de l'Agence française de développement (AFD) ou de l'Agence allemande de

16. L. Landman, « Left Behind: Who Will Rescue the Israeli Foreign Aid Agency? », Abba Eban Institute for International Diplomacy (AEI), 29 mai 2018.

17. *Ibid.*

18. Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), « Official Development Assistance (ODA) », 2019, disponible sur www.oecd.org.

19. Y. Gidron, *Israel in Africa: Security, Migrations, Interstate Politics*, Londres, Zed Books, 2020.

coopération internationale (GIZ) – et d’envisager davantage de synergies avec la Banque mondiale pour mener en commun des actions sur le terrain. Israël tente aussi de faire son entrée en tant qu’administrateur des banques régionales. Or, jusqu’à maintenant, la Banque africaine de développement (BAD) a toujours refusé que l’État hébreu devienne actionnaire, le privant ainsi de toute influence dans cette organisation clé pour le financement de projets sur le continent.

Des institutions étatiques bien peu armées pour aider les firmes israéliennes en Afrique

Le ministère de l’Économie et de l’Industrie s’appuie sur des missions économiques à l’étranger afin d’aider les sociétés israéliennes à développer leurs activités en dehors du territoire national. Cependant, sur les 55 bureaux de soutien aux firmes israéliennes implantés dans le monde, seuls quatre se situent en Afrique (Égypte, Ghana, Kenya et Afrique du Sud). Le bureau sud-africain à Pretoria – rouvert en 2008 après un arrêt de ses activités pour raison budgétaire – est implanté depuis relativement longtemps et couvre toute la région de la Communauté de développement de l’Afrique australe (SADC)²⁰. En revanche, ceux de Nairobi au Kenya – pour l’Afrique de l’Est – et d’Accra au Ghana – pour Afrique de l’Ouest – ne sont actifs que depuis 2018. L’emplacement de ces deux nouvelles antennes a été choisi à dessein. Le Kenya représente un marché important pour Israël, notamment dans le domaine du numérique. Le Ghana, lui, a été privilégié en Afrique de l’Ouest plutôt que le Nigeria, principalement pour des raisons d’ordre sécuritaire. Les coûts d’implantation à Lagos – capitale économique du Nigeria – auraient été bien supérieurs à ceux d’Accra. Une installation en Côte d’Ivoire a aussi été considérée, avant d’être abandonnée pour des raisons de moindre compatibilité avec le marché israélien en termes de secteurs d’activité et de langues. La plupart des responsables de ces bureaux sont issus du ministère de l’Économie et de l’Industrie. Malgré les discours politiques volontaristes de Benyamin Netanyahu, le continent demeure en réalité secondaire en termes de moyens mis à disposition pour aider les firmes israéliennes. Les huit ambassades où il n’existe pas de mission économique, telle celle du Nigeria, emploient parfois de simples contractants locaux afin de

20. Les secteurs d’activité poussés par le bureau sud-africain sont la high-tech, les télécommunications et les nouveaux médias, la médecine et les sciences, les technologies agricoles, l’eau et les technologies propres. Dotée de cinq personnes, ce poste d’expansion économique gère toute la région SADC. Chaque année, le chef du bureau décide d’un pays, en dehors de l’Afrique du Sud, pour lequel des moyens seront spécifiquement alloués et où un secteur sera particulièrement visé. Une conférence entre hommes d’affaires israéliens et ceux du pays en question est alors organisée afin d’accroître les échanges.

suivre le secteur économique de leur pays respectif. Et aucune nouvelle implantation n'est actuellement à l'ordre du jour.

Un autre organisme aide les firmes israéliennes à commercer à l'étranger : l'Israel Export Institute (IEI). Fondé en 1958, l'IEI est utilisé afin de faciliter les contacts avec les diverses structures de l'État hébreu et les investisseurs. L'IEI organise notamment des manifestations thématiques en Israël et à l'étranger. Il publie aussi des statistiques économiques sur les échanges entre l'État hébreu et certains pays africains. Or ceux-ci restent bien modestes. Les exportations vers l'Afrique du Sud ont même baissé, passant de 246 millions de dollars en 2014 à 186 millions de dollars en 2018 (machines, plastique, produits chimiques), un montant à mettre en perspective avec les 111 milliards de dollars d'exportations (biens et services) d'Israël en 2018²¹. Dans le même temps, les importations modiques d'Israël depuis l'Afrique du Sud sont passées de 78 à 98 millions de dollars (légumes, fruits, machines, essence²²). Toutefois, le nombre de sociétés israéliennes ayant des activités en Afrique du Sud augmente selon certains fonctionnaires du ministère de l'Économie et de l'Industrie. Les chiffres seuls ne reflètent ainsi pas de manière totalement fidèle les échanges, notamment concernant les biens et les services. D'autre part, beaucoup de flux échappent aux statistiques : certains produits peuvent partir d'Israël et faire l'objet de modifications dans d'autres pays avant d'arriver en Afrique du Sud. Cependant, l'Afrique représente une portion tellement faible dans les échanges d'Israël – 860 millions de dollars d'exportations en 2017, soit 1,6 % du total – que le continent n'est même pas mentionné dans les grands agrégats de certaines présentations de l'IEI. Ce dernier se borne la plupart du temps à souligner les échanges avec l'Europe, les États-Unis et l'Asie.

Il faut citer également l'Israel Foreign Trade Risks Insurance Corporation (ASHRA), créée en 1957 et qui sert à garantir les investissements à l'étranger effectués par les firmes israéliennes. Les montants pour l'Afrique demeurent modestes, de l'ordre de 150 millions de dollars pour le Kenya, 105 millions pour le Nigeria, 70 millions pour l'Ouganda, 60 millions pour le Cameroun et 33 millions pour l'Éthiopie²³. Au total, on estime, selon des cadres du ministère de l'Économie et de l'Industrie, que la moitié des fonds garantis par l'ASHRA est destinée à l'Afrique, soit près deux milliards de dollars²⁴.

21. Israel Export Institute, « The Israeli Economy: From Economic Crisis to Stable Growth », mai 2019, disponible sur : www.export.gov.il.

22. Israel Export Institute, « Economic Review South Africa 2019 », disponible sur : www.export.gov.il.

23. « Israeli Businesses, Exporters Encouraged to Expand Africa Operations », *Jerusalem Post*, 17 octobre 2018.

24. Conversation avec un cadre du ministère de l'Économie, avril 2020.

Les firmes israéliennes peuvent aussi compter sur un mécanisme d'aide de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) signé en décembre 2017 afin de financer des projets électriques en Afrique pour 60 millions de dollars, *via* le Power Africa Program lancé par l'ancien président américain Barack Obama.

Jouissant d'un soutien assez limité de leur État, les sociétés israéliennes doivent parfois s'organiser différemment pour accroître leurs exportations vers l'Afrique. Par exemple, en novembre 2018, un Africa-Israel Forum a été programmé au Nigeria avec le concours de la Tel Aviv University (TAU) et financé par des fonds provenant du centre de recherche sud-africain Brenthurst Foundation (de la famille Oppenheimer) ainsi que de la fondation de l'ancien président nigérian, Olusegun Obasanjo. Ce dernier était d'ailleurs l'hôte de marque du sommet qui s'est tenu dans les locaux de sa fondation à Abeokuta (État d'Ogun).

La relation sur le plan économique avec l'Afrique s'appuie aussi sur le syndicat patronal israélien, la Manufacturers Association of Israel (MAI), ainsi que sur la Israel-Africa Chamber of Commerce créée en 1996 et qui possède certaines ramifications en Afrique, y compris des antennes en Angola et en Afrique du Sud, même si cette dernière ne dispose pas de lien institutionnel direct. La MAI incite l'organisation de sommets et de rencontres pour mettre en relation les hommes d'affaires israéliens et africains, mais elle demeure limitée en termes de moyens et par manque de vision économique claire de l'administration israélienne sur le continent.

Les gains politiques et les échecs de Netanyahu

Les plus de dix ans de Netanyahu à la primature ont permis des avancées significatives en termes de reconnaissance d'Israël sans pourtant forcément s'accompagner d'une réelle politique africaine ambitieuse.

Les réussites

L'un des derniers succès africains du Premier ministre israélien concerne la République démocratique du Congo : son président, Félix Tshisekedi, a annoncé le 1^{er} mars 2020 à Washington, lors de la conférence annuelle de l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), qu'il ouvrirait au plus vite une ambassade à Tel Aviv avec une section économique à Jérusalem. Jusqu'alors, Kinshasa se contentait d'un chargé d'affaires à Tel Aviv. Certes, si Félix Tshisekedi a fait ce geste, c'est davantage pour plaire aux Américains. Le beau-fils de Donald Trump, Jared Kushner, venait de présenter début janvier 2020 un plan de paix à deux États pour la Palestine et Israël, donnant la part belle à ce dernier en légalisant une bonne partie des colonies en Cisjordanie. La RDC est cependant le premier pays africain à déclarer officiellement qu'une partie de sa représentation diplomatique, à savoir la section économique, sera implantée à Jérusalem – les États-Unis ont, eux, déjà transféré leur ambassade de Tel Aviv à Jérusalem. Le tout nouveau président malawite, Lazarus Chakwera, a également annoncé en septembre 2020 qu'il comptait aussi ouvrir sa future ambassade à Jérusalem²⁵. Et lors de son dernier séjour à Entebbe, en Ouganda, en février 2020, Benyamin Netanyahu a demandé au président Yoweri Museveni de réfléchir à l'option d'une ambassade à Jérusalem – actuellement l'Ouganda n'en a pas en Israël. Le Premier ministre israélien a noué un lien spécial avec ce chef d'État et son pays : il y a perdu son frère, Yonatan Netanyahu, en 1976 lors des actions entreprises par Israël pour neutraliser les militants palestiniens qui avaient pris en otage un avion d'Air France et avaient atterri à Entebbe.

25. « Malawi to Open Its First Diplomatic Mission in Israel in Jerusalem », *Jerusalem Post*, 6 septembre 2010.

Plusieurs autres avancées dans les relations diplomatiques avec des États africains ont également été obtenues par le Premier ministre israélien. Par exemple, en juillet 2016, les liens entre l'État hébreu et la Guinée Conakry se consolident lors d'une cérémonie à Paris : en attendant l'ouverture éventuelle d'une représentation sur place, l'ambassadeur de Guinée en France est chargé de gérer la relation avec Israël. Cette décision est symbolique, la Guinée Conakry ayant été le premier État africain à suspendre l'ensemble de ses liens diplomatiques avec Israël en 1967 lors de la guerre des Six Jours²⁶. La plupart des pays africains qui avaient entretenu des relations avec l'État hébreu n'avaient en effet pas rompu leurs liens avant la guerre du Yom Kippour en 1973.

Concernant le Soudan du Sud, Israël a été l'un des premiers pays à reconnaître l'indépendance du tout nouvel État, né suite à une sécession du Soudan actée par référendum en juillet 2011. L'État hébreu a en fait largement participé à la marche vers cette partition, et ce dès 1967, avec l'idée d'affaiblir un Soudan musulman qui avait officiellement soutenu l'Égypte pendant la guerre des Six Jours et demeurait très hostile à Israël²⁷. L'aide, pilotée par les services de renseignement du Mossad, a été tangible avec l'approvisionnement en armes, essence et ressources naturelles dans les années 1970, et s'est encore accélérée avec la création en 1983 d'une force armée, la Sudan People's Liberation Army (SPLA) de John Garang. Israël a ensuite considérablement poussé pour la signature de l'accord de paix de 2005 entre la SPLA et Khartoum²⁸ parrainé par les États-Unis sous la présidence de George Walker Bush. Cet accord mettait fin à la deuxième guerre civile et ouvrait la voie à l'autodétermination. Preuve de cette relation spéciale entre les deux États, le président sud-soudanais Salva Kiir a réservé son premier voyage officiel à l'étranger à Israël et Benyamin Netanyahu a décidé de nommer un représentant en charge du Soudan du Sud dès 2012 – en la personne de l'ancien ambassadeur en Égypte, Haim Koren. Le Premier ministre israélien n'a cependant pas souhaité ouvrir d'ambassade à Djouba, la capitale sud-soudanaise, principalement pour des raisons économiques. L'actuel titulaire du poste, Hanan Goder, réside donc à Jérusalem.

Quant aux relations avec la République du Soudan, elles ont été totalement bouleversées. Benyamin Netanyahu a rencontré, en février 2020 à Entebbe, le leader de la transition soudanaise Abdel Fattah

26. Ministère israélien des Affaires étrangères, « Israel and Republic of Guinea Sign Agreement Renewing Diplomatic Ties », 20 juillet 2016, disponible sur : <https://mfa.gov.il>.

27. Voir à ce sujet le texte de l'ancien ambassadeur israélien en charge du Soudan du Sud : H. Koren, « South Sudan and Israel: A Love Affair in a Changing Region? », Moshe Dayan Center, 28 février 2019.

28. Cet accord permettait notamment d'envisager un référendum en 2011 au Soudan du Sud en vue de son indépendance.

al-Burhan²⁹. Cette entrevue a été largement médiatisée, alors même que de nombreux diplomates israéliens considéraient qu'une approche plus discrète et moins exposée aurait été préférable dans un premier temps. Cependant, ce processus de normalisation avec le Soudan est très important pour l'État hébreu afin de fragiliser encore davantage les pays de la Ligue arabe niant son droit d'exister. À cet effet, Israël peut compter sur sa relation, que l'on peut qualifier de « transactionnelle », avec les États-Unis, et particulièrement avec Donald Trump : tout effort de la part de Washington est en effet conditionné pour certains pays à des actions spécifiques envers Israël. Ce lien apparaît ainsi comme le levier pouvant aider Israël à normaliser ses relations avec de nombreux pays à la recherche du soutien états-unien. La pression américaine a payé, avec la reconnaissance d'Israël par le Soudan le 23 octobre 2020 et la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays. Le Soudan avait déjà commencé à fléchir à la toute fin du règne d'Omar el-Béchir (1989-2019) : son ministre des Affaires étrangères, Ibrahim Gandhour, déclarait en 2016 que l'approche de Khartoum à l'égard d'Israël pouvait être reconsidérée³⁰.

Concernant le Rwanda, les relations entre le président Paul Kagame et Benyamin Netanyahu sont aussi très singulières. L'ambassade israélienne à Kigali est, en 2019, la deuxième représentation diplomatique de l'État hébreu à avoir été installée en Afrique durant la primature actuelle. Avant elle, seule celle d'Accra au Ghana a rouvert en 2011 – le dernier ambassadeur israélien était parti du pays en 1987. Tandis que le Rwanda a une représentation diplomatique à Tel Aviv depuis 1996, côté israélien les relations avec Kigali étaient officiellement gérées depuis Addis-Abeba. En 2019, l'ouverture de l'ambassade israélienne s'est accompagnée de l'inauguration d'une ligne aérienne directe entre Tel Aviv et Kigali. Le titulaire du poste, Ron Adam, a été le numéro deux à l'ambassade de Genève après avoir fait plusieurs passages dans des représentations multilatérales comme à New York. L'ambassadeur rwandais à Tel Aviv est aujourd'hui Joseph Rutabana. Il était auparavant ambassadeur au Soudan, attaché militaire à Pretoria, et surtout secrétaire général du ministère de la Défense. On voit ainsi très clairement – et ce n'est pas une surprise – que le lien entre les deux pays s'articule autour des secteurs de la sécurité, de la défense et du renseignement.

29. Il faut savoir que cette rencontre officielle a été imposée par le secrétaire d'État américain Mike Pompeo en échange de sa propre disponibilité pour un entretien avec Abdel Fattah al-Burhan.

30. « Goodbye Iran, Hello Israel? Sudan Changes Its Approach », *Ynetnews.com*, 21 janvier 2016.

Les échecs de Netanyahu

C'est notamment en étudiant les dossiers liés à la Palestine dans les organisations internationales qu'il est possible de mesurer la réelle influence politique d'Israël en Afrique. En 2018, lorsque les États-Unis ont demandé la condamnation par l'ONU du Hamas, suite à des tirs de roquettes sur le territoire d'Israël depuis la bande de Gaza, seuls 7 pays africains sur 54 ont voté la résolution : le Rwanda, le Soudan du Sud, l'Érythrée, le Malawi, le Liberia, le Lesotho et le Cap-Vert. 28 États ont voté contre, 10 se sont abstenus et 10 étaient absents³¹. Un autre vote au sein de l'ONU démontre la faiblesse politique réelle d'Israël en Afrique. En novembre 2009, les États membres ont été amenés à se prononcer concernant l'ouverture d'une enquête indépendante sur les violences commises par les forces israéliennes lors de la guerre de Gaza début 2009, qui coûta la vie à plus de 1 400 Palestiniens. À cette occasion, Israël n'a pu compter que sur une poignée de soutiens africains : aucun État n'a voté contre l'enquête, seuls 8 pays se sont abstenus et 8 autres étaient absents, à dessein. Les autres pays du continent ont voté pour la création d'une commission d'enquête dirigée par le juge sud-africain Richard J. Goldstone (voir le tableau ci-dessous).

Tableau récapitulatif des votes des pays africains en faveur de la création d'une commission d'enquête sur la guerre de Gaza (novembre 2009)

Oui (37)	Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Centrafrique, Comores, Congo (Brazzaville), Djibouti, Égypte, Érythrée, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Lesotho, Libye, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Maroc, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, RDC, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Tunisie, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe
Non (0)	–
Abstentions (8)	Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Eswatini, Éthiopie, Kenya, Liberia, Ouganda
Absents (8)	Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Madagascar, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Togo

Source : d'après Yotam Gidron, *Israel in Africa: Security, Migrations, Interstate Politics*, Londres, Zed Books, 2020, chapitre « Old Battles, New War ».

31. Y. Israel Abramowitz, « The Soul of Israel's Schizophrenic Africa Strategy », *Jerusalem Post*, 25 octobre 2019.

Comme on le voit ci-dessus, l'Afrique est encore largement dominée par des États sous l'influence des pays arabes du Golfe³² ainsi que par certaines puissances régionales comme l'Algérie, l'Afrique du Sud et le Nigeria, (assez) systématiquement contre les positions d'Israël. Un autre épisode significatif soulignant la position réservée de la plupart des pays africains vis-à-vis de l'État hébreu date de novembre 2012 à l'occasion du vote de la résolution 67/19 octroyant à la Palestine le statut d'État observateur non membre auprès de l'ONU. À l'époque, 47 pays africains avaient voté pour l'adoption de la résolution. Aucun n'avait voté contre, et seuls le Cameroun, la RDC, le Malawi, le Rwanda et le Togo s'étaient abstenus tandis que la Guinée équatoriale, le Liberia et Madagascar étaient absents. Un tropisme palestinien perdure dans un certain nombre de pays dirigés par un parti dominant au passé marxiste, souvent proche d'un discours condamnant la politique de colonisation de l'État d'Israël.

Le département d'État américain liste tous les votes des pays membres et leur similarité avec ses positions, très favorables, envers Israël, lors des sessions plénières de l'ONU. Les derniers chiffres disponibles portent sur l'année 2018 au cours de laquelle 21 votes concernant l'État hébreu ont eu lieu. Le tableau est édifiant : aucun pays africain ne dépasse 50 % de similarité de vote avec Washington. Le pays s'étant exprimé le plus favorablement vis-à-vis d'Israël est le Soudan du Sud (50 % de similarité avec les États-Unis), suivi du Cameroun (48 %), du Rwanda (47 %), du Liberia (45 %), du Togo (40 %) et de la Côte d'Ivoire (38 %). L'écrasante majorité des pays africains sont à moins de 10 % de similarité de vote avec les États-Unis sur ces votes concernant Israël en 2018³³.

Historiquement, cette faiblesse de l'influence réelle d'Israël dans les organisations internationales s'est toujours illustrée de la même manière. Dans l'un des rares livres contemporains écrits sur les relations Israël-Afrique, *Israel in Africa: Security, Migration, Interstate Politics*, sorti en avril 2020, le chercheur israélien Yotam Gidron explique bien combien, dès les premières décennies de la création d'Israël, les États africains, influencés par leur relation avec les pays arabes, n'apportaient que très peu de soutien

32. Cet antagonisme entre les pays du Golfe et Israël tend cependant à devenir de moins en moins prégnant. Afin de lutter contre les Frères musulmans et l'Iran, l'État hébreu fait largement cause commune avec l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis – ces derniers viennent d'annoncer la normalisation officielle de leurs relations avec Israël en août 2020 – depuis les printemps arabes de 2011. Cette coopération officieuse a été encore accélérée avec l'arrivée du prince héritier saoudien Mohamed Ben Salman (MBS) en 2015, puis avec l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche en 2017. Pour davantage d'informations à ce sujet, voir É. Marteu, « Israël et les pays du Golfe : les enjeux d'un rapprochement stratégique », *Études de l'Ifri*, Ifri, 18 janvier 2018. MBS est aussi devenu un actif défenseur du rapprochement entre l'Afrique et Israël. Il a ainsi demandé à certains des pays arabes africains qu'ils fassent un pas vers l'État hébreu, c'est le cas de la Mauritanie.

33. US Department of State, « Voting Practices in the United Nations, 2018 », septembre 2019.

à l'État hébreu dans les instances internationales³⁴. Pourtant, les années 1950 et 1960 sont systématiquement dépeintes par Israël comme l'âge d'or des liens avec l'Afrique grâce au travail de la Première ministre Golda Meir, notamment *via* la coopération du Mashav. De même, il faut souligner que dans les organisations internationales, sur les sujets qui n'ont pas trait au conflit israélo-palestinien, Israël se place parfois du côté du bloc occidental et peut tenir des positions antagonistes aux intérêts des pays africains. Israël choisira ainsi souvent de se positionner aux côtés de ses alliés occidentaux, même si cela implique de fragiliser ses relations avec l'Afrique, par exemple sur les questions migratoires.

Une autre démonstration de la précarité de la position d'Israël sur le continent est la difficulté de concrétiser l'organisation d'un grand sommet avec les chefs d'État africains – à l'image de ce que fait la France tous les deux ans, la Chine, les États-Unis mais aussi le Japon et la Corée du Sud ou encore la Russie depuis 2019 et la Turquie sous des formats divers. Jusqu'à maintenant, un tel sommet n'a pas encore pu se tenir. En octobre 2017, la capitale du Togo, Lomé, devait pourtant accueillir cette première manifestation qui a finalement été annulée à la dernière minute. Le choix d'organiser le sommet en Afrique était une idée de Benyamin Netanyahu et le président togolais Faure Gnassingbé s'y était montré, au début, enthousiaste. Mais au fur et à mesure que l'événement se rapprochait, le cabinet du Premier ministre israélien ne parvenait pas à obtenir d'informations sur le nombre de présidents africains ayant déjà répondu favorablement à l'invitation du Togo en charge du protocole et des invitations. Israël, face à la crainte d'un échec, a finalement décidé à l'été 2017 de reporter l'événement, lequel n'a toujours pas eu lieu.

Plusieurs raisons peuvent être mises en avant pour expliquer cet échec. En interrogeant les organisateurs, il apparaît que certains pays de la région n'ont pas vu d'un bon œil ce sommet de Lomé. C'est le cas notamment du Nigeria. De surcroît, beaucoup d'hommes d'affaires israéliens se sont mobilisés en coulisses afin que l'événement n'ait pas lieu. Alors qu'une délégation de plus de 120 sociétés israéliennes s'était d'ores et déjà inscrite pour venir à Lomé, certains businessmen israéliens solidement implantés en Afrique depuis plusieurs décennies, et jaloux de leur pré carré, ont tout fait pour ne pas être confrontés à une nouvelle concurrence venant de leur propre pays³⁵. Enfin, quelques semaines avant la décision de reporter l'événement, d'importantes manifestations ont éclaté au Togo, mettant directement en cause le président Faure Gnassingbé. Mais, contrairement à ce que beaucoup d'analystes ont fait valoir à l'époque, ces troubles n'ont pas

34. Y. Gidron, *Israel in Africa, op. cit.*, chapitre « An African Adventure ».

35. Discussion avec l'un des organisateurs de ce sommet de Lomé, mars 2020.

réellement eu d'incidence sur l'organisation du sommet. Cette actualité a toutefois bien arrangé les deux parties afin d'éviter d'expliquer les soubassements réels de son report/annulation. Certains journaux israéliens ont aussi parlé de pressions de la part de la Palestine pour expliquer cet échec³⁶ ; cependant l'autorité palestinienne n'a pas, selon les organisateurs israéliens, activement participé à véritablement décrédibiliser l'événement. Pas plus que les pays du Golfe, dont les deux plus puissants, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis, ont ouvert, comme nous l'avons déjà souligné, des canaux officiels – allant jusqu'à la normalisation officielle avec Abou Dhabi – de discussions avec Israël.

Si nombre d'États africains sont disposés à nouer des relations diplomatiques voire économiques avec Israël après la période de glaciation des décennies 1970 et 1980, ils ne semblent tout de même pas tous prêts à soutenir l'État hébreu sur la question très sensible de la Palestine. Le Nigeria, première puissance économique et pays le plus peuplé du continent avec environ 200 millions d'habitants, est à cet égard un cas typique : il a ouvert une ambassade à Tel Aviv en 1993, mais ne souhaite en aucun cas changer de position concernant la Palestine, que ses autorités – *via* le ministère des Affaires étrangères, sorte de gardien du temple de ce qui est enseigné à l'académie diplomatique de Lagos – considèrent comme une zone occupée. Israël, de son côté, a inauguré son ambassade à Lagos dès 1960, avant de devoir la fermer entre 1973 et 1992 à la suite de la guerre du Yom Kippour. Entre les deux États, les relations ont toujours été difficiles, excepté pendant une courte période de réchauffement sous le président nigérian Goodluck Jonathan (2009-2015) dont la foi pentecôtiste l'amenait à avoir des sympathies fortes pour Israël, considéré comme une terre promise dans certaines interprétations de la Bible. Plusieurs milliers de Nigériens, d'Ougandais et de Ghanéens se rendent ainsi en pèlerinage chaque année en Israël. Or, depuis l'arrivée du président Muhammadu Buhari en 2015, le niveau des échanges au niveau sécuritaire et politique a considérablement baissé. On peut faire le même constat avec l'Afrique du Sud³⁷ et le parti du Congrès national africain (ANC) – dont les ministères

36. « Le sommet historique Israël-Afrique annulé après des menaces de boycott », *The Times of Israël*, 11 septembre 2017, disponible sur : <https://fr.timesofisrael.com>.

37. Même si les relations politiques entre Israël et l'Afrique du Sud sont très complexes du fait de la période d'apartheid, elles sont anciennes, Israël ayant eu une ambassade dans ce pays dès 1950 – avec un seul arrêt notable, l'absence de représentation diplomatique pendant quatre ans de 1975 à 1979 après la guerre du Yom Kippour de 1973. Jusque dans les années 1970, le partenariat n'était cependant pas très fort ; mais après cette date, avec l'arrivée de nouveaux leaders en Israël, les coopérations économiques se sont accentuées, notamment la vente d'armements – 35 % du total des exportations israéliennes en armement étaient vendus en Afrique du Sud en 1979. Pendant la période d'apartheid, Israël a continué à avoir des relations soutenues, aidant même l'Afrique du Sud – sous sanctions de l'ONU – à obtenir du pétrole venant principalement d'Iran – également sous sanctions – grâce au célèbre trader juif américain Marc Rich, très proche de Tel Aviv. Voir à ce sujet D. Ammann, *The King of Oil: The Secret Lives of Marc Rich*, New York, St. Martin's Press, 2009. Plusieurs des ambassadeurs d'Israël en Afrique du Sud avaient

sont parfois inaccessibles aux diplomates israéliens – ainsi qu’avec l’Algérie – qui ne reconnaît toujours pas l’État hébreu. Les fonctionnaires israéliens interrogés³⁸ considèrent qu’il existe une vraie demande de renforcement des liens avec Israël de la part des décideurs africains sans que celle-ci ne se transforme nécessairement en soutien politique.

un lien avec le monde du renseignement. C’est le cas de Yossef Harmelin, ambassadeur de 1979 à 1981, qui avait été directeur du service de renseignement intérieur, le Shin Bet (ou Shabak), de 1964 à 1974 et de nouveau de 1986 à 1988. Il avait également été ambassadeur en Iran avant la révolution islamique. À l’arrivée du Congrès national Africain (ANC) au pouvoir en 1994, près d’un quart des Juifs sud-africains – sur quelque 120 000 personnes – sont partis vers les États-Unis, l’Australie, le Canada, et Israël dans une moindre mesure. Si Nelson Mandela s’est rendu en Israël en juillet 1996 pour une visite officielle de deux jours, cela n’empêche pas l’Afrique du Sud et principalement le politburo de l’ANC de rester sur la même ligne pro-palestinienne dans les instances internationales.

38. Les entretiens se sont déroulés entre mars et mai 2020.

Les principaux secteurs économiques et les hommes d'affaires qui les font vivre

Certains produits ou services israéliens sont très sollicités par de nombreux pays africains comme ceux liés à la sécurité. Les mines et les diamants sont également des matières premières ayant permis à de très puissants hommes d'affaires israéliens de jouir d'une influence très significative auprès de quelques leaders subsahariens.

Sécurité/défense : les secteurs d'excellence appréciés des palais présidentiels africains

Israël joue depuis plusieurs décennies la carte de son savoir-faire sécuritaire pour remporter des marchés en Afrique. La plus emblématique des relations sécuritaires en la matière est probablement celle avec le Cameroun. Les services de renseignement israéliens s'occupent depuis le début des années 1990 de la « surveillance électronique » des palais d'Etoudi et de Mvomeka³⁹ où vit et travaille le président Paul Biya lorsqu'il n'est pas à Genève. Le Bataillon d'intervention rapide (BIR), unité d'élite camerounaise créée en 1999, est quant à lui toujours dirigé par un ancien militaire israélien. Ancien colonel de Tsahal, également ex-attaché militaire de l'ambassade d'Israël à Yaoundé, Ivan Abraham Sirvan a été longtemps rémunéré par la présidence camerounaise pour des missions de sécurité après avoir pris sa retraite. Il était devenu le point focal de l'industrie de défense israélienne jusqu'à son décès en 2010 lors d'un accident d'hélicoptère⁴⁰. Depuis quatre ans, c'est le général de brigade israélien Baruch Mena qui gère cette coopération depuis la présidence camerounaise⁴¹.

39. « Cameroun : "maintenance" israélienne pour les palais d'Etoudi et de Mvomeka'a », *La Lettre du Continent*, n° 177, 10 décembre 1992.

40. International Crisis Group, « Cameroon: The Dangers of a Fracturing Regime », *Africa Report*, n° 161, 24 juin 2010, p. 9.

41. « Cameroun : Encadrés par Israël, les commandos du crépuscule de Paul Biya suscitent la jalousie de l'armée », *Africa Intelligence*, 26 juillet 2020.

Une coopération soutenue est également en place avec le Kenya. Celle-ci a débuté dès les années 1970 lorsque les deux services de renseignement travaillaient ensemble à la suite de l'attentat manqué de 1976 lors duquel un avion israélien de la compagnie El Al a failli être atteint par un tir de roquette à l'aéroport de Nairobi. Les quatre personnes responsables de cette action ont été jugées à Tel Aviv. Les services kenyans avaient aussi fourni des informations au Mossad lors du détournement en 1976 par des militants palestiniens d'un avion d'Air France qui avait atterri à l'aéroport d'Entebbe en Ouganda. Bien plus tard, en septembre 2013, une unité de contre-terrorisme israélienne avait épaulé les autorités kenyanes lors de la prise d'otages dans un centre commercial de Nairobi par les Shebabs somaliens⁴². Au Rwanda et en Ouganda, le référent du secteur des affaires et de la sécurité a été pendant de longues années le businessman Hezi Bezalel⁴³, consul honoraire du Rwanda en Israël. Toujours dans le domaine de la sécurité, l'ancien lieutenant-colonel de l'armée de l'air israélienne Gaby Peretz est très impliqué depuis les années 1980 *via* sa société AD Consultants dans la vente de matériel militaire aux gouvernements d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. Il a notamment approvisionné le Gabon, le Sénégal, la Guinée Conakry, le Rwanda, la Centrafrique ou encore le Tchad⁴⁴.

Enfin, certaines compagnies de sécurité et de renseignement se sont largement focalisées sur l'Afrique. C'est le cas du MER Group dont le fondateur, Chaim Mer, a beaucoup investi dans les services liés aux télécommunications et au renseignement avec l'ouverture de filiales en RDC (depuis 2006), en Tanzanie (depuis 2007), en Zambie (depuis 2014) et au Kenya (depuis 2016).

Pour certains pouvoirs africains, utiliser le matériel d'Israël et l'expertise de ses services s'apparente à une garantie d'indépendance et de sécurité face aux ex-puissances coloniales – soupçonnées de vouloir influencer les processus politiques lorsqu'elles le peuvent – et permet une solide protection face aux tentatives de coups d'État. En impliquant les firmes israéliennes de sécurité systématiquement dirigées par des anciens militaires de Tsahal et/ou du Mossad, les dirigeants africains achètent une certaine stabilité. Un coup d'État emportant un dirigeant africain, lui-même protégé par des firmes israéliennes, porterait un coup sévère à la réputation d'Israël comme État offrant des solutions de sécurité (armée, renseignement) d'excellence. Ainsi, ces relations ne s'expliquent pas forcément par un profond sentiment d'amitié vis-à-vis de l'État hébreu. Paul Biya a fait très tôt le choix d'Israël pour gérer son dispositif de sécurité

42. « Nairobi Attack: Israel Takes Lead Role in Advising Kenyan Forces », *The Guardian*, 23 septembre 2013.

43. « Sortez de la tombe, le Rwanda se remet des cicatrices et regarde vers l'avenir », *Maariv*, 8 février 2016.

44. « Israël: AD Con, toujours plus présent en Afrique », *Intelligence Online*, n° 757, 14 avril 2016.

personnel afin de matérialiser son indépendance face à la France et s'assurer d'une certaine tranquillité face aux nombreuses menaces de coup de force. De plus, la bonne relation entre la France et Israël empêche que cette stratégie ne soit trop mal interprétée par Paris.

Secteur minier : les liens historiques avec des hommes d'affaires israéliens de premier plan

Les échanges entre Israël et l'Afrique restent plutôt faibles en valeur. Cependant, certains hommes d'affaires israéliens, bien que peu nombreux, exercent la quasi-totalité de leurs activités sur le continent où ils sont basés pendant une partie de l'année, y sont résidents, voire y sont nés. Ces businessmen ne rentrent pas forcément dans les chiffres officiels israéliens, ne pouvant avoir finalement qu'un lien ténu avec Israël. Ils sont parfois même peu disposés à épauler les autres sociétés israéliennes car ils envisagent leur position dans certains pays africains comme un pré carré. Dans certains cas, ces hommes d'affaires ont acquis une influence politique importante dans leur pays d'activité. Les plus puissants et prospères d'entre eux ont fait fortune dans les mines⁴⁵ et la vente d'armement⁴⁶ – la première activité servant parfois également la seconde. L'un des cas les plus emblématiques de ce type de profil est celui du diamantaire Dan Gertler. Ancien consul honoraire de la RDC en Israël, ce dernier représentait, depuis la fin des années 1990, l'un des principaux soutiens financiers et en armes du président congolais Laurent-Désiré Kabila (1997-2001) puis de son fils Joseph Kabila (2001-2019). Il a obtenu des positions très importantes dans les mines du pays, notamment dans le diamant et le cobalt. Dan Gertler a également acquis en 2010 les blocs pétroliers les plus prometteurs du pays, situés sur et autour du lac Albert au large duquel, côté ougandais, plus d'un milliard de barils ont été mis au jour depuis 2006. Cependant, depuis les élections de la fin 2018 en RDC et l'arrivée de Félix Tshisekedi à la présidence, l'étoile de Dan Gertler a largement pâli. En mai 2018, les États-Unis l'ont d'ailleurs placé sous sanctions, personnellement, ainsi que quatorze de ses sociétés⁴⁷. Washington l'accuse d'avoir bâti sa fortune à travers des transactions minières et pétrolières opaques. Dan Gertler est très

45. Israël est une plaque tournante de la taille du diamant. Ce dernier représentait en 2016 plus de 10 % des exportations du pays, et l'Israel Diamond Exchange est l'une des places d'achat les plus dynamiques du monde dans l'achat et la vente de diamants.

46. En Angola, les Israéliens ont considérablement aidé le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) en armement. Le renseignement permettant de localiser Jonas Savimbi, et de le tuer, serait même venu des services israéliens, sans que jamais ces derniers ne le confirment. Voir Y. Gidron, *Israel in Africa*, op. cit., sous-partie « The Business of State Building ».

47. « US Targets Israeli Businessman Dan Gertler with Fresh Sanctions », *Financial Times*, 15 juin 2018.

influent dans les réseaux juifs ultra-orthodoxes israéliens disposant d'importants moyens. Il est également très proche des milieux du renseignement de son pays.

Toujours dans le secteur des mines, d'autres profils d'hommes d'affaires israéliens puissants sont à souligner comme celui du milliardaire Lev Avnerovich Leviev, très impliqué dans le diamant, la construction (avec son groupe Africa-Israel) et la chimie. Il est l'un des concurrents du géant minier De Beers dont il a repris une partie des positions en Angola *via* Ascorp⁴⁸. Lev Leviev a acheté, depuis les années 1990, une partie significative de la production des diamants dans ce pays. Il a d'ailleurs investi dans la plus grande mine d'Angola, Catoca – qui produit près de 80 % des diamants du pays –, dont il détient 18 % *via* la Catoca Mining Company. Un autre gisement, Luaxe, lui appartient en partie grâce à ses parts dans cette même société. Et l'homme d'affaires contrôle toujours aujourd'hui des usines de taille de diamants en Angola, en Namibie et en Afrique du Sud.

L'un des partenaires de Lev Leviev au sein du groupe Africa-Israel, Arcadi Gaydamak, a également été par le passé très influent en Angola grâce à sa relation avec l'homme d'affaires français Pierre Falcone. C'est lui qui aurait introduit Lev Leviev en Angola dans les années 1990. À partir du milieu de la décennie, Arcadi Gaydamak et Pierre Falcone ont notamment fourni à plusieurs reprises à l'Angola des armes venant de Russie – d'où le businessman est originaire – en échange de pétrole acheté par le célèbre trader Marc Rich⁴⁹. Ces activités ont valu aux deux hommes un procès en France, l'« Angola Gate », entre 2008 et 2009. Arcadi Gaydamak fait aujourd'hui assez peu d'affaires en Afrique. Sa dernière tentative, un projet de raffinerie à Cabinda en Angola, en 2019 a échoué⁵⁰.

L'autre homme d'affaires israélien de premier plan impliqué dans les mines sur le continent est Beny Steinmetz. Ce dernier, disposant d'une des premières fortunes d'Israël, achète depuis les années 1990 des diamants en Angola. Il a également acquis des mines en RDC et en Sierra Leone *via* son groupe Beny Steinmetz Group Resources. Il a été l'un des détenteurs d'une partie du gisement de fer géant de Simandou en Guinée Conakry avant de trouver un accord avec le gouvernement pour abandonner tous ses droits en 2020. Beny Steinmetz était accusé de ne pas avoir acquis ses permis de manière transparente sous l'ère de l'ancien président Lansana Conté, décédé en 2008.

48. « Angola : L'Angola règle sa dette envers De Beers », *Africa Mining Intelligence*, n° 3, 1^{er} décembre 2000.

49. « Angola : Chirac en visite à Luanda ? », *La Lettre du Continent*, n° 298, 29 janvier 1998.

50. « Angola : Gemcorp *vs.* Gaydamak : le nouveau monde éclipse l'ancien », *La Lettre du Continent*, n° 812, 20 novembre 2019.

Les autres secteurs économiques significatifs

En dehors des domaines de la sécurité, du renseignement et des mines, certains acteurs cherchent à accroître leur poids dans d'autres secteurs dans lesquels Israël est en pointe. C'est le cas du milliardaire israélien Yosef Abramowitz qui investit massivement dans les énergies renouvelables *via* sa société Energiya Global Capital et des projets notamment au Rwanda⁵¹. L'homme d'affaires n'est d'ailleurs pas tout à fait satisfait de la politique africaine du Premier ministre Benyamin Netanyahu, qu'il juge sans réelle vision de long terme⁵². L'agriculture de pointe – l'agrotech – est également un secteur dans lequel certaines firmes israéliennes cherchent à se positionner en Afrique. Cependant, les succès dans la pénétration des marchés africains demeurent encore modestes. Des hommes d'affaires, tel l'ancien diplomate Daniel Pinhasi, incitent les compagnies israéliennes à s'implanter dans ce secteur. Lui-même mène plusieurs projets avec son entreprise Green 2000, dont un au Sénégal⁵³. La firme Netafim, fondée en 1965 en Israël mais rachetée par le conglomérat mexicain Orbia en 2017, a travaillé sur plusieurs initiatives agricoles notamment sur des solutions d'irrigation au Ghana, en Éthiopie ou encore au Sénégal.

Évidemment, d'autres hommes d'affaires israéliens agissent sans particulièrement communiquer publiquement sur leurs activités. Certains sont des consuls honoraires comme celui de RDC, Aslan Piha, qui a occupé par le passé de hautes fonctions au sein de la Fédération des entreprises du Congo, le patronat congolais, Ayant fait la totalité de sa carrière professionnelle au dans le pays, Aslan Piha peut aisément aider des sociétés israéliennes à s'implanter, contrairement à certains autres hommes d'affaires politiquement davantage exposés.

Il faut donc bien dissocier les hommes d'affaires israéliens implantés de longue date dans certains pays africains et ayant tissé des relations politiques importantes leur permettant de gagner d'importantes parts de marché (mines, défense, armement) avec ceux tentant leur chance pour la première fois et ne pouvant que marginalement se faire aider par l'État israélien.

51. Voir les projets sur le site de la compagnie : <https://energiyaglobal.com>.

52. « Israel's "Return to Africa" Policy Faces Setback », *The Arab Weekly*, 17 septembre 2017.

53. « Entretien avec le Dg Daniel Pinhasi : green cartes sur table », *Le Quotidien*, 14 juin 2018.

Conclusion

Bien évidemment, les avancées de l'ère Netanyahu sur le continent africain sont nombreuses. Plus de quarante pays en Afrique subsaharienne ont désormais des relations diplomatiques avec Israël. Les derniers à rester rétifs à cette idée, le Mali – en cours de reprise –, le Niger, Djibouti, la Mauritanie, la Somalie, les Comores, ainsi que le Maroc, la Tunisie, la Libye, l'Algérie, demeurent aujourd'hui minoritaires. Cependant, il est évident que l'influence politique réelle de l'État hébreu en Afrique reste faible et le restera tant que le conflit israélo-palestinien demeurera dans l'impasse, et ce pour au moins deux raisons. La première est que trois des plus grandes puissances économiques continentales, l'Algérie, le Nigeria et l'Afrique du Sud, sont résolument opposées à toutes positions pro-israéliennes dans les institutions internationales, notamment à l'ONU et même à l'Union africaine. Israël n'est d'ailleurs pas parvenu à obtenir le moindre statut d'observateur au sein de cette organisation du fait notamment de l'activisme de Mouammar Kadhafi, jusqu'à sa disparition en 2011. *A contrario*, le président palestinien Mahmoud Abbas est fréquemment invité aux sommets à Addis-Abeba pour y délivrer des discours. La seconde raison est que même les chefs d'État réputés proches d'Israël, y compris les plus anciens tels que les dirigeants du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de l'Éthiopie, ou plus récemment ceux du Soudan du Sud et du Rwanda, ne font pas montre d'un réel volontarisme pour aider l'État hébreu dans les instances internationales. Devant les diplomates israéliens, ces dirigeants justifient leur peu d'entrain en arguant que les grands pays africains sont hostiles à toute normalisation complète tant que le conflit au Proche-Orient se poursuit.

Cette relative impuissance d'Israël dans les affaires africaines est également le résultat du manque de moyens consentis par le Premier ministre Benjamin Netanyahu pour son administration compétente : le ministère des Affaires étrangères. Ce déséquilibre peut rappeler la situation d'autres pays de la région du Golfe, comme le Qatar où le continent africain fait pourtant l'objet d'une forte communication. Cependant, l'absence d'actions concrètes conduit à une capacité d'influence quasi nulle sur le terrain. Dans les cas israélien et qatari, c'est aussi le nombre réduit de fonctionnaires en charge des dossiers qui empêche un suivi rigoureux. C'est alors davantage le politique, très personnalisé par Benjamin Netanyahu en Israël depuis 2009, qui s'empare des questions africaines. Or celui-ci ne peut en aucun cas seul, ou aidé de

quelques conseillers, faire vivre cette relation avec un continent de 54 pays. Benyamin Netanyahu se contente de coups politiques sporadiques et non de réelles politiques de long terme. Il n'est d'ailleurs pas certain que l'arrivée d'un nouveau Premier ministre – Benyamin Netanyahu sera théoriquement remplacé dans deux ans par l'actuel vice-Premier ministre Benny Gantz – change fondamentalement la donne.

En fait, l'Afrique n'est pas considérée comme un relais majeur de croissance pour les firmes israéliennes. De plus, l'intérêt politique de l'État hébreu sur le continent demeure faible. En dehors des enjeux autour de la communauté des Falasha ou Beta Israel – les Éthiopiens venus en Israël depuis les années 1930, avec une accélération de leur nombre dans les années 1970-1980⁵⁴, et tournant aujourd'hui autour de 150 000 citoyens –, les sujets africains sont peu discutés en Israël. Des manifestations et protestations dénoncent depuis quelques années les conditions de vie et le traitement des demandeurs d'asile politique, principalement érythréens et soudanais en Israël – estimés à 38 000 personnes⁵⁵ –, mais leur sort ne fait pas partie des débats principaux pendant les campagnes électorales et ce sujet n'est pas de nature à accroître l'intérêt de l'État hébreu à l'égard de l'Afrique.

Il n'en demeure pas moins que le principal objectif d'Israël vis-à-vis du continent, à savoir obtenir le soutien dans les instances internationales de ses positions sur la question palestinienne, reste pour le moment un échec. Certains des hommes d'affaires israéliens interrogés entre mars et mai 2020 feront valoir que l'essentiel est que le business, porté par le secteur de la sécurité, fonctionne entre Israël et nombre de pays africains. Et que malgré les faibles moyens en fonctionnaires dédiés aux ministères des Affaires étrangères et de l'Économie, le cabinet du Premier ministre et le Mossad arrivent à obtenir ce qu'ils veulent d'un nombre croissant de présidents du continent. Est-ce que ce type de fonctionnement – sous les radars – va évoluer en politique d'influence plus globale de l'État d'Israël? Il est probable que, sous Benyamin Netanyahu, cela ne soit jamais le cas.

54. Ils sont désormais représentés au niveau politique par des députés d'origine éthiopienne tels Pnina Tamano-Shata, nouvelle ministre depuis le 17 mai 2020 de « l'absorption de l'immigration », ou l'ex-député Shimon Solomon, du parti Yesh Atid faisant partie de la coalition avec Benyamin Netanyahu entre 2013-2015. Ce dernier a notamment accompagné Avigdor Lieberman dans sa tournée africaine de 2014. Autrefois membre du mouvement d'opposition Bleu-Blanc, Gadi Yevarkan a quant à lui fait le choix début 2020 de rejoindre le Likoud.

55 « Over 20,000 Protest in Tel Aviv against Plan to Deport Asylum Seekers », *The Times of Israel*, 24 février 2018.



Institut français
des relations
internationales